

Délibération n° 2017-06-29/11

Objet : Abrogation de la délibération n° 2012-04-05/20 du 5 avril 2012 relative aux droits de place

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JUIN 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-neuf juin,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 23 juin 2017, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - M. Litton - A. Conesa - F. Boyer - J.M Leiendeckers - R. Casas Mateu - G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - S. Waselynck - B. Lledo - I. Gianiel

Absents représentés : M. Pellet excusé pouvoir à J.P. Rico - J.M. Malek excusé pouvoir à M. Litton - P. Nivesse excusée pouvoir à C. Pistre - G. Riguidel excusé pouvoir à F. Bertouy - S. Riscal excusée pouvoir à M. Marcou - B. Deltour excusé pouvoir à B. Conte Arranz

Monsieur Le Maire rapporte :

Le Conseil municipal avait fixé en 2012 les droits de place applicables sur la commune, qui sont restés en vigueur jusqu'en avril 2017.

En vue d'actualiser certains tarifs et de fixer des droits de place pour de nouvelles activités présentes sur la commune, le maire a adopté par délégation du Conseil municipal la décision n°17-60 du 27 avril 2017 - « Droits de place : stands de vente et véhicules aménagés – Manèges et animations – Etalages et autres dispositifs – Droits de terrasses Manifestations publiques - occupation et travaux sur le domaine public. »

En effet, par délibération n°9 du 16 avril 2014 modifiée le Conseil municipal a délégué au Maire, pour la durée du mandat, la mission « *de fixer tous les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal* ».

Aussi, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- ✦ Abroger la délibération n° 2012-04-05/20 « Redevances d'occupation du domaine public » par laquelle le Conseil municipal avait fixé les droits de place le 5 avril 2012 ;
- ✦ Dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération 27 voix (2 abstentions : A. Jamet – S. Waselynck).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 29 juin 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO

